

## LAISSEZ LE DANS LE SOL

Sujet spécial: Etude des risques dans une mine d'uranium.

(Extrait de "One Sky", Nov. 80, lui-même extrait de l'enquête effectuée à Key Lake. Les déclarations émanent de K.A Valentine, Directeur du bureau de la sécurité et de la santé du travail. United Steel Workers of America, Canada.

Les effets néfastes de l'extraction et du broyage de l'uranium ne peuvent être plus longtemps niés ou dissimulés.

En plus des maladies habituelles causées par le travail de la mine, on a constaté une augmentation significative des maladies des poumons parmi les employés des mines d'uranium d'Elliot Lake.

Dans son rapport à la Commission Royale, le Dr Ham a relevé en 1974, 8 décès par cancer du poumon probablement liés à l'extraction de l'uranium. Le fait qu'il existe une période de latence entre la contamination et la déclaration de la maladie permet de penser qu'on en détectera d'autres dans les mois à venir. Au moment de l'impression de ces pages, les auteurs ont déjà été informés de nouveaux cas d'affections pulmonaires.

Les chiffres réels sont difficiles à connaître statistiquement à cause des conditions spéciales qui existaient au camp d'Elliot Lake. A la fin des années 50 et au début des années 60, le nombre des travailleurs était d'environ 10 000 avec des pointes plus élevées. Puis le chiffre tomba brusquement à 2000 pour des raisons de politique économique, et les travailleurs se disséminèrent à travers tout le Canada, les Etats-Unis et même l'Europe.

Des cas de cancer du poumon, attribuables à l'exposition aux radiations d'Elliot Lake ont été détectés dans plusieurs communautés sur tout le territoire de la province, et même jusqu'à Portland dans l'Orégon. Dans la plupart des cas, notre attention a été attirée seulement par hasard, car les personnes atteintes ignoraient

la cause de leur maladie, n'étant pas au courant de cette période de latence. Nous prétendons aussi que de nombreux autres cas de cancers sont inconnus à l'heure actuelle, à cause de la dispersion des travailleurs au fil des années. De plus, nous supposons que d'autres formes de cancers sont, et ont été causées par les radiations, et nous tentons actuellement d'établir les droits de certains employés à revendiquer sur ces bases. Durant de longues années, les seuls cas de cancer reconnus officiellement par le Fonds de Compensation des Travailleurs étaient ceux du cancer du poumon causé par l'exposition au radon. Dans la mesure où les radiations dues au radon étaient les seules reconnues dangereuses, et que celles-ci affectaient seulement les poumons, les compagnies et les services de réglementation ne tenaient aucun compte des autres formes de cancer. En fait, ces dernières étaient purement et simplement ignorées. Maintenant, nous savons que l'irradiation de toutes les parties du corps est possible par les rayons Gamma. Et nous pensons qu'il est pleinement établi que l'irradiation de tout le corps est une cause indéniable de différents types de cancer.

Néanmoins, comme d'après le rapport publié en Juin 1979, ces décès ne sont pas reconnus comme étant liés à l'extraction et au traitement de l'uranium, l'irradiation n'a pas été acceptée comme en étant la cause.

De plus, les effets du thoron n'ont jamais été étudiés non plus, et donc jamais pris en compte.

Cette faillite vient du fait que les services de réglementation et les compagnies (jusqu'en 1979) considéraient que l'exposition au thoron étaient négligeable. Le Centre de contrôle de l'Energie Atomique reconnaît maintenant que le thoron présente un danger plus grand qu'on ne l'avait d'abord pensé.

De plus, une lettre d'un certain Dr Muller confirme notre supposition que la poussière d'uranium est à la base de troubles rénaux et de cancers de différents organes, ainsi que des os.

la cause de leur maladie, n'étant pas au courant de cette période de latence. Nous prétendons aussi que de nombreux autres cas de cancers sont inconnus à l'heure actuelle, à cause de la dispersion des travailleurs au fil des années. De plus, nous supposons que d'autres formes de cancers sont, et ont été causées par les radiations, et nous tentons actuellement d'établir les droits de certains employés à revendiquer sur ces bases. Durant de longues années, les seuls cas de cancer reconnus officiellement par le Fonds de Compensation des Travailleurs étaient ceux du cancer du poumon causé par l'exposition au radon. Dans la mesure où les radiations dues au radon étaient les seules reconnues dangereuses, et que celles-ci affectaient seulement les poumons, les compagnies et les services de réglementation ne tenaient aucun compte des autres formes de cancer. En fait, ces dernières étaient purement et simplement ignorées. Maintenant, nous savons que l'irradiation de toutes les parties du corps est possible par les rayons Gamma. Et nous pensons qu'il est pleinement établi que l'irradiation de tout le corps est une cause indéniable de différents types de cancer.

Néanmoins, comme d'après le rapport publié en Juin 1979, ces décès ne sont pas reconnus comme étant liés à l'extraction et au traitement de l'uranium, l'irradiation n'a pas été acceptée comme en étant la cause.

De plus, les effets du thoron n'ont jamais été étudiés non plus, et donc jamais pris en compte.

Cette faillite vient du fait que les services de réglementation et les compagnies (jusqu'en 1979) considéraient que l'exposition au thoron étaient négligeable. Le Centre de contrôle de l'Energie Atomique reconnaît maintenant que le thoron présente un danger plus grand qu'on ne l'avait d'abord pensé.

De plus, une lettre d'un certain Dr Muller confirme notre supposition que la poussière d'uranium est à la base de troubles rénaux et de cancers de différents organes, ainsi que des os.

Etant donné le refus et la mise au secret de ces dangers supplé-

mentaires, durant des années, aucune attention réelle n'a été portée par les Compagnies et les services de réglementation.

Si nous sommes dans le vrai, comme malheureusement nous le croyons, le taux de décès par cancers induits par les radiations est nettement plus élevé que l'on a bien voulu le laisser entendre jusqu'à présent. Peut-être que le rapport sur la surveillance médicale de la communauté d'Elliot Lake, récemment annoncé par le Gouvernement, révélera la vérité à ce sujet.

### SILICOSE

Le rapport du Dr Ham à la Commission Royale annonçait 83 cas de silicose au camp d'Elliot Lake à la fin de 1974.

Depuis cette date, un nombre considérable de nouveaux cas est apparu, et nous pensons qu'il y a plus de 500 cas de silicose ( Code 3+ Code 4+ et 5+) dus à une irradiation totale ou partielle au camp d'Elliot Lake.

Les chiffres <sup>réels</sup> sont inconnus dans la mesure où nous n'avons connaissance que des cas des employés qui sont venus nous trouver d'eux-mêmes pour demander conseil.

Inutile d'ajouter que la poussière de silice s'est révélée particulièrement dangereuse, et continue de l'être actuellement, principalement dans la mine et durant les opérations de broyage du minerai.

Les effets nuisibles de la poussière et de l'irradiation ont été si nocifs sur les employés d'Elliot Lake que le Fonds de Compensation des Travailleurs de l'Ontario, a dû établir pour eux en 1975, une réglementation spéciale. De plus, l'Union a été contrainte de prévoir des mesures spéciales pour assurer des emplois obligatoires dans des secteurs dépourvus de dangers d'irradiation aux employés atteints de troubles pulmonaires. Le Fonds de compensation prévoit maintenant le recyclage, la réinsertion, le dédommagement pour perte de salaire, et diverses autres aides, aux centaines de personnes concernées; il a été désigné pour assurer leur retour vers des zones non exposées aux radiations. En Mars 1975, 446 per-

sonnes travaillant, ou ayant travaillé dans la mine ou en surface à Elliot Lake, étaient reconnues comme souffrant de troubles pulmonaires directement liés à l'exposition aux radiations. 147 étaient silicosées, et 200 pré-silicosées.

Ces troubles pulmonaires s'ajoutent aux "carcinomas" et autres affections, et ont été connus après la date précédemment citée.

Un rapport du Ministère de la Santé de l'Ontario montre qu'à la fin de Décembre 1972, le nombre de décès dus au cancer du poumon chez les travailleurs de l'uranium, excédait dans la proportion de 3 pour 5, le chiffre normalement prévu pour le reste de la population.

Il y a beaucoup d'autres risques potentiels significatifs liés au minerai d'uranium et à son traitement.

A Elliot Lake, on trouve un grand nombre de cas de maladies de et de troubles liés à l'exposition à divers produits chimiques et à des gaz, en plus des risques "habituels" liés au travail de la mine et au broyage en général.

Rien ne nous permet de penser que les risques, dans une autre mine d'uranium, seront différents.

(Recherche effectuée par Homer Séguin).

"Les dangers pour la santé liés à l'extraction de l'uranium et le point de vue juridique" est le titre d'un livre qui a été jugé comme une source inépuisable de renseignements. Publié au début du mois d'Août, il résume le rapport sur l'activité de la mine de Key Lake qui n'a jamais été terminé en vertu de l'imposition d'un moratoire de 7 ans.

La première partie, indique les principes de base des radiations et de leurs effets, la minéralisation et la dégradation de l'uranium, et les diverses formes de radiations qui s'y attachent.

La deuxième partie, appelée répartition des risques, comprend des études sur les effets des radiations de haute et basse intensité et les cancers qui en résultent. Une autre partie prend en compte l'incapacité du Bureau de contrôle de l'énergie atomique à fixer les doses limites d'irradiation et les risques encourus.

L'utilité de l'uranium y est aussi mise en question: pouvoir lié au nucléaire, dangers pour la santé, problème du nucléaire militaire et risque de prolifération, pouvoir nucléaire dans le Tiers-Monde.

Une bibliographie y est jointe.

Nous en ignorons le prix, mais étant donnée son épaisseur de 5cm, nous l'estimons à environ 20 Dollars.

ER YOUNG BC MD

Environment Health Committee,

BC Medical association, Academy of  
Medicine Bldg

1807 W, 10th Ave

VANCOUVER BC V6J 2A9, Canada

La raffinerie d'Eldorado ne verra pas le jour, mais d'autres spectres apparaissent.

A la fin du mois d'Octobre la bataille de 4 années menée par les groupes locaux et régionaux contre le projet de raffinerie d'uranium à Warman s'est terminée par un succès, et le projet a été abandonné.

Mais le spectre a réapparu à Langham, à seulement 34km à l'ouest de Warman. Ceci se passe dans le Saskatchewan.

Du jour au lendemain, il s'est créé la "Langham and Valley Concerned Citizens Organisation" et un referendum organisé immédiatement a montré que sur les 75% de personnes interrogées dans la localité, 80% d'entre elles étaient opposées à la construction de la raffinerie.

Des représentants de 20 hommes d'affaires ont annoncé en Octobre, leur intention de faire don à l'Eldorado Nuclear de leurs terres au profit de la raffinerie. Au compte de ces hommes d'affaires, pour la plupart des agents immobiliers, on trouve des opérations pour le moins douteuses allant même jusqu'à la malhonnêteté caractérisée envers les précédents propriétaires.

Saskatoon Environmental Society  
PO Box 1372 Saskatoon, Sask  
S7K 3N9 Canada

Laissez-le dans le sol en Australie

Noonkanbah: Le Gouvernement Fédéral est sévèrement critiqué.

Dans un rapport présenté au Parlement Fédéral le 2 Décembre, le Gouvernement d'Australie Occidentale était sévèrement critiqué pour son attitude envers la Communauté Arborigène de Noonkanbah cette année. Le Gouvernement Fédéral avait mis à la disposition de la Compagnie "Amax Oil" sa police et son service d'urgence, de façon gracieuse (mais pas pour les contribuables), afin que celle-ci puisse s'introduire de force dans les conditions du bail que les Arborigènes détiennent pour leurs pâturages.

La bataille de Noonkanbah a duré 2 ans, et a reçu le support, entre autres, de l'Eglise et des syndicats.

Le rapport de la "Commonwealth Aboriginal Land Fund Commissions" affirme que le Gouvernement Fédéral a défié les droits des Etats Confédérés en tentant de s'approprier des terres appartenant aux Arborigènes.

Le Gouvernement Fédéral rétorque que ce sont les Arborigènes qui tentent de devenir seuls propriétaires des terres.

La Communauté de Noonkanbah a créé une station d'élevage de chevaux et de bétail sur les terres relevant de son bail, qui sont également des terres lui appartenant traditionnellement. De longues années auparavant, une Compagnie anglaise s'était emparée des terres, et avait obligé les occupants, soit à y travailler de force, soit à émigrer vers les villes. Après une longue lutte, les Yunggora ont obtenu, il y a trois ans, la restitution de leurs terres sous forme de bail. Ils ont créé une école trilingue, une école maternelle, et un centre de formation pour les tâches de secrétariat et d'administration nécessaires au bon fonctionnement de la station.

Ils ont du encore lutter 2 ans pour conserver leurs terres et leurs sites sacrés. Ils ont également lutté pour la paix, l'égalité et la liberté, et contre les attaques permanentes envers les femmes lors de leurs contacts avec les Blancs.



Le Gouvernement Fédéral prétend que les sites sacrés sont des mensonges forgés pour la propagande. Il affirme que la communauté n'a pas souffert des opérations de forage effectuées par la Compagnie Amax.

Amax Oil a maintenant terminé ses recherches et n'a rien trouvé. Le 3 Décembre, le département "fer" de la Compagnie a obtenu une concession à Noonkanbah, de même que la Rio Tinto Zinc's Australian group CRA Explorations.

La Communauté Arborigène Australienne recherche une aide internationale dans sa lutte pour ses terres et ses droits.

Jusqu'à ce qu'un Centre d'information soit établi en Europe, CIMRA à Londres en est le représentant officiel. CIMRA, WISE, et le Kimberley Land Council peuvent transmettre toutes informations.

KLC PO Box 332 Derby, WA 6728 Australie

CIMRA 180, Liverpool Road, London NI

England

Le Gouvernement Australien facilite l'exportation de l'uranium.

Le 27 Novembre, le Gouvernement Australien a fait montre d'un relâchement significatif de sa politique d'exportation de l'uranium en annonçant qu'il permettait désormais aux autres pays de retraiter l'uranium australien.

Jusqu'à présent, le Gouvernement ne passait de contrats qu'avec les pays qui s'engageaient à ne pas fabriquer de bombes. Mais désormais, il négocie avec la France et la Corée du Sud, et ces derniers ne trouvent pas ces mesures de sauvegarde à leur goût.

Le retraitement consiste à transformer le combustible nucléaire usagé en combustible à nouveau utilisable. Ce processus comprend également la fabrication du plutonium qui peut alors être utilisé pour l'armement atomique. Les raisons invoquées par le Gouvernement à cet assouplissement, sont que les règles de sauvegarde doivent maintenant tenir compte des besoins énergétiques mondiaux, et du développement de l'industrie nucléaire. Le Professeur Ch. Kerr, ancien commissaire au rapport sur l'uranium, a affirmé que le Gouvernement Australien ne pourrait échapper à l'usage militaire de l'uranium. Néanmoins, il demeure en faveur de son exportation.

De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de la décision du Gouvernement. Le Mouvement anti-nucléaire prétend que les mesures de sauvegarde ne signifient plus rien.

L'Union des syndicats australiens, qui avaient déjà adopté il y a un an une résolution contre l'extraction et l'exportation de l'uranium, a demandé à ses syndicats membres de bloquer l'extraction de ce minerai.

MAUM Trade Union Group

250 George St

Fitzroy 3065 Vic Australia

Une compagnie de fabrication d' aluminium chasse les A#borigènes de leurs terres sacrées.

Le 2 Déc., des bulldozers ont obligé les A#borigènes de Portland, Victoria, à quitter leurs terres pour y permettre la construction d'une fonderie d' aluminium. Cette dernière, appartenant à la compagnie Alcoa, est l'une des six fonderies dont la construction est prévue sur tout le territoire de l'Australie.

L'Aluminium est la dernière trouvaille en matière d'exportation de l'Australie , surtout à destination du Japon et des Etats-Unis. Les autres compagnies intéressées par cette industrie sont Kaiser, Reynolds, Alcan, Pechiney et Swiss Aluminium.

Les A#borigènes avaient occupé le site depuis la mi-Novembre. Le sol était surtout couvert de landes, et jusqu'à ce que des incendies les ravagent, elles contenaient des espèces rares d'orchidées, et des endroits sacrés.

Des a#borigènes du North Queensland s'étaient joints à l'occupation, exprimant ainsi leur solidarité, et faisant remarquer que l'aluminium qui doit être fabriqué à cet endroit , provient des terres du North Queensland.

Les Guditj-Mara, le peuple a#borigène de Portland, a exposé son cas devant le tribunal. Le 26 Novembre, ce dernier a refusé de reconnaître ses droits et a autorisé Alcoa à continuer la construction.

"De toute éternité, affirment les Guditj-Mara, nous avons fait partie de ces terres, comme en font partie le sol, la mer, les bêtes, les oiseaux, et tout ce qui a été créé. Ces terres sont sacrées pour nous car elles viennent de notre Créateur.

Nous, les Guditj-Mara, et tous les peuples a#borigènes d'Australie, n'avons jamais cessé de lutter pour nos terres, nos terres qui sont notre existence même depuis le début de l'Univers...

Nous avons demandé au Gouvernement Fédéral d'ériger une législation protégeant nos sites sacrés dans l'état de Victoria, mais il a toujours refusé".

La population demande maintenant qu'une législation protégeant les droits de propriété de leurs terres soit mise au point par leur propre Conseil.

Mais ces droits ne constituent pas le seul but de la lutte contre la fonderie Alcoa. Le développement de cette industrie signifie l'accroissement rapide de la demande d'électricité, dans la mesure où les fonderies consomment énormément de cette énergie. Pour produire 1 kg d'aluminium, il faut 15 Kw d'électricité. Tous les Etats d'Australie se battent pour obtenir la construction d'une fonderie sur leur territoire, en offrant une énergie bon marché.

Alcoa est directement liée à l'industrie de l'uranium. La Western Mining Corporation, une compagnie minière d'uranium, détient 20 % de ses actions. Elle est extrêmement favorable à l'implantation d'une centrale nucléaire et d'une usine d'enrichissement en Australie.

Len Clarke, secrétaire du Victorian Lands Council, et membre de la communauté Gunditj-Mara, revient juste d'un voyage de 3 semaines en Europe, durant lequel il a tenté d'attirer l'attention sur toutes ces luttes.

Contact: Mara Aboriginal Organisation  
4 Woods Dstreet  
Portland, 3305, Vic Australia

## Abonnements

L'abonnement à KIITG coûte 15 florins par an. : 30 F français.  
Ce montant couvre uniquement le coût de l'expédition. Aussi nous demandons à tous ceux qui le peuvent de donner un peu plus.  
Le tarif pour les organismes est de 40 florins .

Libellez vos chèques à l'ordre de WISE avec la mention KIITG.  
Notre numéro de CCP est 4088285.  
Ce numéro de KIITG a été réalisé par Lin Pugh avec l'aide de toute l'équipe de WISE . Les informations émanent des groupes d'actions ainsi que des différents relais de WISE.

Copyright WISE 1980

Toute re-publication est autorisée. Citez les sources.

A propos de ce numéro:

Cette publication a pour but de réunir tous les gens qui, à travers le monde, luttent pour mettre fin aux importations et exportations d'uranium.

Nous passons des informations provenant de groupes qui désirent les faire partager aux autres. Ce magazine a été créé à la demande et à l'initiative d'une assemblée de gens venant d'endroits isolés de ce monde, et qui désiraient rester en contact les uns avec les autres. C'est un moyen de se tenir au courant des luttes et des tactiques de chacun; c'est également un lien de solidarité.

Tout le monde est invité à participer à ce magazine. Vous êtes cordialement invités à envoyer toutes informations, histoires, demandes de renseignements, nouvelles publications que vous jugez utiles et intéressantes à WISE- Amsterdam.

Chaque mois, il y a de nouveaux abonnés à ce magazine. Maintenant il est tiré à 750 ex. Tous les numéros précédents peuvent être obtenus sur demande. Les commandes en grosses quantités sont non seulement possibles, elles sont les bienvenues.

WISE possède d'autres services. Nous publions un bulletin bi-mensuel sur le mouvement anti-nucléaire mondial et sur les énergies alternatives. Tous les 15 jours, nous publions un communiqué pour les services de presse et les gens intéressés.

Pour plus d'informations, contactez le bureau de WISE le plus proche de votre domicile..